



SOUS-COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ

SÉANCE DU JEUDI 11 JANVIER 2024

PROCÈS VERBAL N°47

Service habitat
et construction

unité qualité de la
construction
et accessibilité

affaire suivie par :
Magali VAINJAC

RÉFÉRENCES

Dossier n° : PC 73 257 23 M 6001
Service Instructeur : Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise – Service ADS

DÉSIGNATION

Commune : LES BELLEVILLE
Adresse des travaux : Val Thorens
Demandeur : SETAM représenté par M. GRELLET Jérôme

CLASSEMENT

Catégorie : 5°

REGLEMENTATION APPLICABLE :

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et articles R. 161-1 à R.165-21 ;

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme ;

Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Décret n° 95-260 du 8 mai 1995, modifié par le décret 2015-630 du 5 juin 2015 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité ;

Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-6 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Arrêté du 15 décembre 2014 modifié fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 165-1, L. 122-3 et L. 145-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

Arrêté préfectoral du 10 avril 2014 portant création de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

OBSERVATIONS :

Le dossier concerne la construction d'une nouvelle télécabine sur le domaine skiable de Val Thorens permettant de rejoindre le sommet du Funitel Thorens. La remontée mécanique est réalisée en un tronçon avec une gare de départ G1 et une gare d'arrivée G2.

La gare de départ et la gare d'arrivée comprennent des locaux fonctionnels nécessaires à la remontée mécanique dont l'accès est réservé au personnel ainsi que des quais clos et couverts qui constituent les seuls espaces ouverts au public (capacité d'accueil au titre du public : 89 personnes pour les quais de la gare G1 et 67 personnes pour les quais de la gare G2).

Le projet initial avait reçu un avis défavorable de la SCCDA du 19 octobre 2023 (PV 37) en raison de l'aménagement de rampes en bois non conformes en saison estivale.

Ce dossier fait l'objet d'une nouvelle présentation suite aux modifications apportées au projet dans le cadre de cette demande de permis de construire initiale.

Les notices descriptives d'accessibilité des gares G1 et G2 précisent le bâtiment sera raccordé au niveau du terrain fini par terrassements et que son accès se fera en toute autonomie aux horaires d'ouvertures au public.

PRESCRIPTIONS :

Le demandeur se conformera aux indications de son dossier (plans, notice accessibilité, etc.).

NOTA :

A l'issue des travaux, le maître d'ouvrage devra faire établir par un bureau de contrôle agréé ou un architecte (Articles L.122-9, R.122-30, R.122-31 et R.122-35 du code de la construction et de l'habitation) constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables, compte-tenu des prescriptions mentionnées au permis de construire. Cette attestation sera obligatoirement jointe à la déclaration d'achèvement de travaux et une copie sera adressée à la DDT (SHC-QCA) pour notification de la fin des travaux à l'adresse mail suivante : ddt-accessibilite@savoie.gouv.fr

En application du décret n°2017-431 du 28 mars 2017, tout propriétaire ou exploitant d'un établissement recevant du public (ERP) neuf ou situé dans un cadre bâti existant est dans l'obligation de mettre à disposition du public un registre d'accessibilité depuis le 30 septembre 2017 afin d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations. Ce registre, consultable sur place au principal point d'accueil accessible de l'ERP (sous format papier ou dématérialisé), doit être conforme à l'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

Vous souhaitez informer le public sur l'accessibilité de votre établissement ? Prenez cinq minutes pour contribuer sur la plateforme citoyenne gratuite Acceslibre (<https://acceslibre.beta.gouv.fr/>) et rendre ainsi la société plus inclusive.

AVIS DE LA COMMISSION :

La commission, après en avoir délibéré, émet un avis FAVORABLE à ce dossier.

Le président,
Pour le directeur départemental des territoires,
et par délégation,
le chef de l'unité qualité de la construction et accessibilité,



JC HENROTTE

